Le monde selon Donald Trump : rupture stratégique et fin du monde occidental

Pascal Boniface

On pouvait lire dans l'introduction de *L'Année stratégique 2025* : « La crédibilité du monde occidental est remise en cause sur le plan stratégique en Ukraine, sur le plan moral à Gaza. » Les choses se sont particulièrement aggravées au cours de l'année écoulée. Alors que les chefs d'État et de gouvernement issus du monde occidental avaient martelé que la paix n'était acceptable tant que les buts de guerre définis par le président Zelensky – reconquête des territoires perdus, transfert de Vladimir Poutine devant la CPI, dommages de guerre payés par Moscou – n'étaient satisfaits et qu'il en allait de leur crédibilité, ils doivent désormais bien admettre qu'il est hautement improbable que ceux-ci se réalisent. Quant à leur crédibilité morale, elle est réduite en miettes par l'écart croissant entre leurs condamnations de l'action d'Israël et leur totale inaction, jusqu'à une période récente jugée trop tardive, ainsi que l'écart entre les sanctions prises contre la Russie et leur absence à l'encontre d'Israël.

« Pire, le monde occidental tel qu'on le connaissait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale n'existe plus. Les analystes peuvent avoir la fâcheuse

habitude de surinterpréter les faits qu'ils commentent pour mieux attirer l'attention de l'auditoire. Il est ainsi tentant de déclarer que l'on assiste à une révolution stratégique, que plus rien ne sera comme avant. La scène internationale, si elle évolue chaque jour, ne subit toutefois que très rarement des révolutions structurelles aboutissant à un nouvel ordre mondial. Les prises de fonctions par de nouveaux chefs d'État ou de gouvernement peuvent apporter une inflexion à des politiques étrangères, sans pour autant les transformer radicalement, tels de gros *tankers* dont il est impossible de modifier le cours de façon brutale. Les déterminants géographiques, historiques, économiques, etc., l'emportent généralement sur les facteurs de changement. De ce fait, la continuité prime toujours sur la nouveauté. Le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis paraît cependant bien signifier la fin d'un monde, et l'irruption brutale et soudaine d'un nouveau.

À vue humaine, les révolutions stratégiques de cette importance sont rares. Elles demandent la conjonction de deux facteurs : un dirigeant qui rompt totalement avec ses prédécesseurs, au-delà d'infléchir simplement leur politique, et qu'il soit à la tête d'une puissance majeure. À travers la *perestroïka*, Mikhaïl Gorbatchev avait voulu modifier et régénérer le système communiste et sortir de la confrontation avec l'Occident ; il a échoué à moderniser l'URSS, qui a implosé, marquant la fin du monde bipolaire qui avait structuré les relations internationales depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. De la même manière, Deng Xiaoping, dès sa prise de pouvoir, avait mis fin à l'autarcie maoïste et ouvert son pays à la globalisation ; il a totalement transformé la Chine et, du fait de l'importance de cet État, changé le monde. La Chine n'est ainsi plus un pays pauvre, rural et replié sur lui-même, mais un pays puissant au cœur de la mondialisation dans tous ses aspects. Elle est devenue un acteur global, rivalisant avec les États-Unis et candidate à la première place mondiale.

La disparition du monde bipolaire s'est accompagnée de l'émergence de pays du « Sud », qualifiés autrefois de « tiers-monde », désormais rassemblés sous la dénomination de « Sud global ». Cette émergence a mis fin au monopole de la puissance exercé par le monde occidental depuis cinq siècles, sans toutefois mettre fin à sa puissance, dans un processus long, qui se distingue par son aspect collectif.

Donald Trump, la révolution stratégique

Mikhaïl Gorbatchev a mis plusieurs années pour tenter de changer l'Union soviétique ; la Chine a intégré le système économique mondialisé et est devenue une puissance globale en l'espace de trois décennies ; la fin du monopole de la puissance du monde occidental s'est mise en place, elle aussi, sur plusieurs dizaines d'années. Il n'a fallu que quelques semaines à Donald Trump pour révolutionner le système international.

Les différents clivages, entre le monde occidental et la Russie depuis l'agression de l'Ukraine par Moscou, entre les Occidentaux et le « Sud global », et entre la Chine et les États-Unis, ont été profondément reconfigurés. Le monde occidental n'est plus : l'Occident, qui constituait un bloc civilisationnel cohérent, sous *leadership* états-unien, a cessé d'exister. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la sécurité des pays européens passait en effet par la protection de Washington contre Moscou. Or Donald Trump a affirmé que l'OTAN n'était plus un traité qui lui imposait des obligations, et souhaite désormais créer un axe Washington-Moscou, en passant par-dessus la tête des Européens.

Ces derniers ont été surpris et choqués ; ils n'auraient pas dû l'être. Donald Trump avait déjà émis des signaux lors de son premier mandat et au cours de la campagne menant à son élection. En outre, la nouvelle administration Trump est débarrassée des contraintes internes qui pesaient sur la première. Lors des élections de 2024, Donald Trump a en effet remporté non seulement les grands électeurs, mais aussi le vote populaire et la majorité dans les deux chambres. Tout son entourage lui est désormais dévoué personnellement, bien plus qu'aux institutions états-uniennes. Le président estime donc qu'il a totalement les mains libres pour mettre en œuvre sa politique, tant sur le plan domestique qu'international.

« Depuis 1945, l'homme qui entre à la Maison-Blanche se demande comment il va gérer le système international. Donald Trump, pour sa part, se demande comment s'en débarrasser. S'attaquant à l'ensemble des institutions multilatérales bâties au sortir de la Seconde Guerre mondiale – notamment par Washington –, il affiche un mépris souverain pour le droit international. Le droit est vu comme une contrainte illégitime et inacceptable pesant sur la souveraineté des États-Unis : c'est une limite à la puissance, et Donald Trump ne peut en supporter aucune. Ce droit s'étant développé pour protéger les faibles, il est donc inutile. Alors que ses prédécesseurs essayaient de masquer leur non-respect des normes internationales, Donald Trump

claironne qu'il s'en fiche, mettant les démocraties européennes, qui s'y disent attachées – même si elles le sont davantage concernant l'Ukraine qu'à propos de la Palestine – dans l'embarras. Les pays occidentaux, qui formaient un bloc unifié par rapport au « Sud global » et la Russie, sont désormais divisés entre l'Europe – et le Canada, voire l'Australie – et les États-Unis.

Les États européens savent désormais qu'ils ne peuvent plus considérer la protection des États-Unis comme acquise et doivent revoir leur positionnement stratégique. Une modification majeure des rapports de force internationaux que les alliés européens ne sont pas les seuls à connaître, puisqu'elle concerne également les alliés des États-Unis en Asie et dans le Golfe. Encore que ces derniers semblent avoir trouvé la parade : ils payent pour maintenir les liens en investissant à la fois aux États-Unis et dans les structures familiales de Donald Trump.

Pour les Européens, la rupture est certainement plus dramatique encore. Au-delà des aspects sécuritaires, le monde occidental s'affirmait comme un bloc identitaire fondé sur des valeurs partagées. Ce n'est plus le cas. Il y a là un divorce *express*, ou plutôt une répudiation. Les Européens sont d'autant plus déboussolés qu'ils pensaient avoir toujours rempli leurs obligations d'alliés loyaux, voire obéissants.

La fin de l'Alliance atlantique ?

À l'automne 2019, le président français Emmanuel Macron faisait sensation dans les colonnes de *The Economist* en déclarant que l'OTAN était en état de mort cérébrale. Les Européens s'inquiétaient alors du climat d'hostilité que Donald Trump avait mis en place à leur encontre au motif des excédents commerciaux de l'Union européenne et des doutes publics sur la crédibilité de l'Alliance atlantique.

L'élection de Joe Biden, en 2020, avait rassuré la « communauté » atlantique. Tout redevenait « normal » : le nouveau président mettait l'accent sur la nécessité d'une coalition des démocraties contre l'axe des pays autoritaires. L'invasion à grande échelle de l'Ukraine donnait plus de nerf à son agenda géopolitique. Effrayés et révulsés par l'entrée en guerre de la Russie, les pays européens se percevaient comme vulnérables et ne pouvaient compter que sur la protection de Washington contre une nouvelle menace militaire de Moscou.

Parler d'autonomie stratégique européenne devenait non seulement illusoire, mais dangereux, car pouvant contribuer à une distanciation de la sécurité des pays européens de celle des États-Unis. L'OTAN apparaissait plus nécessaire que jamais, au point que la Suède et la Finlande, qui étaient restées en dehors lorsque Staline était à la tête de l'URSS, s'empressaient d'y adhérer, quitte pour Stockholm à mettre à mal les règles régissant son droit d'asile pour échapper à un veto turc. Les pays européens se réarmaient et, en 2022-2023, 63 % des achats en dehors de leur marché national se réalisaient aux États-Unis[1]. Ces derniers se substituaient également à la Russie comme fournisseur d'énergie. Tous les pays européens se pressaient de demander à Washington de renforcer sa présence militaire en Europe et se félicitaient de son *leadership*. Jamais l'Alliance n'aura été autant célébrée par ses membres, plus nombreux que jamais.

Il n'y a pas loin du Capitole à la roche Tarpéienne. Le début de la guerre en Ukraine aura été le pic de vitalité de l'OTAN et son chant du cygne. Donald Trump a compris que l'aide massive accordée à Kyiv était jugée de plus en plus comme un fardeau insupportable par une majorité de ses concitoyens, estimant qu'ils avaient d'autres priorités. En campagne, il promettait de mettre fin à la guerre en vingt-quatre heures, estimant qu'elle ne serait jamais survenue s'il avait été président. Il accusait même sa rivale Kamala Harris de vouloir envoyer les soldats états-uniens risquer leur vie en Ukraine.

En mars 2025, un sommet russo-américain sur le sol de l'Arabie saoudite pour régler cette guerre démontrait de façon humiliante que l'Europe était hors-jeu. Un mois plus tôt, la Conférence sur la sécurité de Munich, où depuis des lustres Européens et États-Unis célèbrent leur solidarité et leurs valeurs communes, avait déjà été l'occasion pour le vice-président J. D. Vance de montrer tout son mépris pour le Vieux Continent. Elon Musk, pour sa part, n'hésitait pas à insulter le chancelier allemand Olaf Scholz, qu'il qualifiait en novembre 2024 d'« imbécile incompétent », le Premier ministre britannique Keir Starmer, dont il appelait en janvier 2025 à l'emprisonnement, et le ministre polonais des Affaires étrangères, traité en mars 2025 de « petit homme ». À son tour, Donald Trump déclarait fin février 2025 que l'Union européenne était un ennemi qui avait été créé pour « entuber les États-Unis ».

1. Jean-Pierre Maulny, « The Impact of the War in Ukraine on the European Defence Market », *Policy Paper*, IRIS, septembre 2023.

Ainsi le ciel tombait sur la tête des responsables politiques européens : leur protecteur les trahissait pour afficher un partenariat avec le pays qui représentait la plus grande menace stratégique à leur égard. Pire encore, il menaçait de faire du Canada le 51e État des États-Unis et d'annexer le Groenland, territoire autonome dépendant du Royaume du Danemark, annonçant sa volonté de s'attaquer à l'intégrité territoriale de deux membres fondateurs de l'OTAN. Le protecteur devenait prédateur. Elon Musk et d'autres patrons de la *tech* états-uniens apportaient par ailleurs leur soutien actif à Donald Trump pour notamment tenter de démanteler les réglementations européennes sur le secteur du numérique, perçues comme un obstacle inadmissible à leur libre développement. Cet objectif sera maintenu après le divorce spectaculaire entre Elon Musk et Donald Trump.

Dans sa politique d'établissement de taxes sur les produits importés, Donald Trump n'a dans un premier temps fait aucune différence entre les alliés, les rivaux et les autres, mettant tout le monde sur le même plan. Son modèle est le président McKinley, qui avait certes bâti sa politique sur les droits tarifaires, mais avait reconnu, peu de temps avant d'être assassiné en 1901, qu'il avait commis une erreur. William McKinley fut cependant le président qui déclara la guerre à l'Espagne pour prendre le contrôle de Cuba, des Philippines, de Porto Rico, et qui annexa Hawaï. En somme, il fut le premier président impérialiste des États-Unis.

Les alliances sont des obligations, et Donald Trump n'en accepte aucune. Il ne veut que des accords bilatéraux, par ailleurs fluctuants. L'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord, qui constitue la base de l'Alliance, devient dès lors lettre morte. Donald Trump a d'ailleurs déclaré qu'il y avait plusieurs façons de l'interpréter[1]. L'OTAN continue de vivre en tant qu'institution, elle est néanmoins vidée de sa substance : l'engagement des États-Unis à l'égard de l'Europe. Pour la communauté stratégique d'Europe occidentale, très largement atlantiste, le choc était aussi grand que si Léon XIV était venu annoncer aux fidèles sur la place Saint-Pierre que Dieu était mort.

1. Propos tenus dans l'avion le menant au sommet de l'OTAN, le 24 juin 2025.

Le retour de l'autonomie stratégique ? (des Européens)

Depuis le début des années 1960, la plupart des États européens s'étaient opposés au projet d'autonomie stratégique européenne, considérant qu'il *s'agissait d'une illusion dangereuse, héritée d'un désir de grandeur français* qui n'avait plus lieu d'être. Seule la solidarité avec Washington assurait une protection paisible. Pensant que l'autonomie s'opposait à l'alliance, ne réalisant pas qu'elle se voulait être une alternative à la dépendance, ils la combattaient avec la dernière énergie. La ligne gaullo-mitterrandiste était perçue comme déphasée, y compris parmi la communauté stratégique française.

En 1945, vainqueurs et vaincus européens de la Seconde Guerre mondiale, unis dans la destruction, n'avaient pas d'autre solution que de remettre les clés de leur sécurité aux États-Unis. Ces derniers, qui disposaient pourtant de 50 % du PIB mondial, ont alors été multilatéralistes comme jamais ils ne l'avaient été, et comme ils ne le seront plus par la suite. Par deux fois, l'Europe aurait pu décider de prendre son destin en main, tout en restant l'alliée de Washington. C'est ce à quoi le général de Gaulle invita ses partenaires dans les années 1960, au moment où, notamment grâce au plan Marshall, l'Europe avait retrouvé une bonne santé économique. Les pays européens ne voulurent pas suivre cette voie, la jugeant incertaine. Ils renouvelèrent leur scepticisme lorsque François Mitterrand relança cet appel au début des années 1980. Les Européens eurent une deuxième occasion d'aller en ce sens après l'implosion de l'URSS et la disparition de la menace soviétique. Ils préférèrent un *statu quo* signifiant la permanence d'une dépendance à l'égard des États-Unis.

Or toute dépendance, surtout si elle est confortable, implique une très grande difficulté à en sortir. Voici que tout à coup, la chimère devint une urgente nécessité. Friedrich Merz, le nouveau chancelier allemand, pourtant chrétien-démocrate, donc sur une ligne on ne peut plus atlantiste, affirmait que l'Allemagne devait devenir indépendante des États-Unis, une véritable révolution copernicienne. Il déclarait à la télévision allemande le 23 février 2025, à peine actée la victoire électorale de sa coalition : « Ma priorité absolue sera de renforcer l'Europe le plus rapidement possible, de manière à ce que nous obtenions peu à peu une véritable indépendance vis-à-vis des États-Unis. Je n'aurais jamais cru devoir dire une chose pareille dans une émission de télévision. »[1]

1. Propos tenus sur la chaîne télévisée allemande ARD le 23 février 2025.

Les Européens vont-ils accepter de voir la réalité en face ou vont-ils continuer de se bercer d'illusions, à penser qu'il est possible de limiter les dégâts en amadouant le président des États-Unis ? Outre le fait qu'il ne s'agisse pas d'une parenthèse qui dure au minimum quatre ans, mais d'un phénomène de fond aux États-Unis, reculer face à Donald Trump ne peut que conduire à développer son appétit. Dès lors, la seule façon cohérente d'agir et d'établir un véritable rapport de force est de bâtir cette autonomie stratégique. La crise est un risque, mais aussi une opportunité.

Donald Trump émancipe en quelque sorte les Européens. Il n'est plus possible de croire à une protection bienveillante qui justifie des concessions politiques ou économiques. Le président des États-Unis considère l'Europe comme un ennemi et, loin de prendre un engagement sécuritaire, il menace l'intégrité territoriale y compris de membres fondateurs de l'OTAN, comme le Canada ou le Danemark. Les Européens vont-ils saisir cette troisième opportunité historique ? Ou reprendre une politique au fil de l'eau ? L'Union européenne saura-t-elle établir un rapport de force, qui n'empêcherait pas un rétablissement de relations plus saines et équilibrées s'il y avait alternance en 2028, mais qui la mettrait à l'abri des foucades du président des États-Unis et des menaces du président russe ?

Le sommet de l'OTAN de juin 2025 allait cependant démontrer que les dépendances créent des comportements dont il est difficile de se défaire. Les pays européens ont approuvé les frappes des États-Unis sur l'Iran, alors qu'il s'agissait bien d'un acte illégal du point de vue du droit international. Ils ont ainsi admis leur rôle de spectateurs des événements au Proche-Orient. Et ils ont cédé à l'exigence de Donald Trump de porter à 5 % du PIB leurs dépenses de défense malgré la crise évidente des finances publiques qui touche la plupart d'entre eux. Seul le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, a remis en cause publiquement la rationalité de cet objectif. Il n'est pas certain que céder aux injonctions de Donald Trump soit la meilleure façon de se faire respecter par lui.

L'Europe a les moyens d'assurer par elle-même sa sécurité. Il est certain qu'il y a un problème d'état-major, mais ses dépenses militaires cumulées sont d'ores et déjà deux fois et demie plus importantes que celles de la Russie. Encore faut-il qu'elle en ait la volonté. Tout commence par un diagnostic réaliste de la situation, notamment par rapport au concept de « monde occidental ». Pour la Chine, la crise est faite à la fois de risque et d'opportunité. Les risques sont nombreux au-dessus de la tête de l'Europe : il faut qu'elle s'en saisisse comme d'une opportunité.